

Le sénateur Olson: Je n'ai pas dit cela.

Le sénateur Roblin: Ne serait-ce que pour le rassurer, je tiens à lui dire que nous n'entendons rien faire de la sorte. Si mon honorable collègue pense que le gouvernement du Canada peut se tenir à l'écart des décisions prises dans le secteur pétrolier à l'extérieur du Canada, il a tort. Nous n'avons pas réussi auparavant. Nous avons bien tenté de le faire; Dieu sait que nous avons cherché à épargner au Canada les aléas des prix pétroliers à l'extérieur du Canada et, comme il l'a dit, des décisions politiques prises par d'autres. Quel a été le résultat? Même mon honorable collègue, je pense, reconnaîtra qu'il n'a pas été très bon. S'il espère que nous allons recourir à la même méthode pour régler cette question, il a tort. Mais s'il avait quelques idées qu'il tenait à me communiquer, je les écouterais volontiers.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je ne voudrais pas que le leader du gouvernement se méprenne sur mes propos.

Le sénateur Flynn: Oh?

Le sénateur Olson: Je ne voudrais pas non plus que le sénateur Flynn, qui hoche la tête, fasse de même. Étant donné que le gouvernement actuel a promis avant les élections d'améliorer l'économie partout au Canada, je trouve regrettable qu'il avoue maintenant être si dépourvu. A mon avis, je trouve regrettable qu'il ne puisse faire mieux que de reprendre à son compte les dispositions du Programme énergétique national qu'il a lui-même rejeté. Nous le comprenons. Mais quand le gouvernement avoue qu'il ne peut rien faire pour que des Canadiens, à commencer par le gouvernement fédéral, exercent une certaine influence dans ce secteur important de notre économie, à mon avis, c'est un échec complet et j'en suis franchement étonné.

Toutefois, sans revenir là-dessus pour le moment, je demande simplement au gouvernement s'il songe simplement à demeurer les bras croisés et insouciant tandis que des décisions sont prises à l'étranger et en l'occurrence par le Chiek Yamani et compagnie voire même l'OPEP au complet pour savoir à quoi aboutirait la politique économique du Canada.

Le sénateur Roblin: Mes amis savent que le gouvernement peut agir de bien des façons. Nous pourrions subventionner tous ceux qui auraient des difficultés financières, mais ce ne serait vraiment pas indiqué. Je crois que nous devrions continuer à laisser agir les forces économiques pour le moment, car à longue échéance, aucun pays n'a la possibilité d'agir autrement.

Le sénateur Olson: J'ai l'intention de me rendre en Alberta en fin de semaine et je dirai alors que le gouvernement n'entend rien faire, aussi sérieuse que puisse être la situation. Le gouvernement nous raconte que le problème ne durera pas, qu'il n'est pas si grave. La situation est maintenant extrême-

ment grave et dure depuis plus d'un mois ou deux comme d'aucuns avaient prévu qu'elle durerait. Je dirai que le gouvernement n'a pas l'intention d'agir, même pas pour atténuer les problèmes dans ce secteur important.

Le sénateur Roblin: Mon honorable collègue ne m'a jamais entendu dire que c'était là un problème à court terme, car je l'ai toujours prévenu que personne ne pouvait prédire jusqu'à quel niveau le prix du pétrole tomberait. Aujourd'hui, le prix est de \$14.75 le baril, mais on ignore ce qu'il sera demain. Tous les sages peuvent vous dire ce qui va arriver, mais il vous faut attendre et voir par vous-même.

Quant à savoir ce qu'entend faire le gouvernement, je vous dis qu'il va faire ce qu'il jugera nécessaire en temps et lieu. Si nous croyons qu'une politique peut se révéler efficace, nous allons certes l'annoncer, mais je dirai à mon collègue que je n'ai rien à lui dire aujourd'hui.

Le sénateur Olson: Ce que je voudrais savoir, c'est ce que je vais bien pouvoir dire aux gens dont la vie, l'emploi, le revenu et tout le mode de vie dépendent de ce qui se passe dans ce secteur. Si je comprends bien mon collègue, ou bien la situation n'est pas assez grave pour que le gouvernement prenne des mesures, ou bien les ministériels croient que les décisions qui sont prises à l'étranger, comme je l'ai signalé, conviennent à l'activité économique canadienne.

Le sénateur Roblin: J'espère que lorsque mon honorable collègue s'entretiendra avec ses amis albertains, il leur rappellera le bon conseil qu'il leur a donné il y a quelques années quand il leur a dit que le Programme énergétique national allait résoudre tous leurs problèmes. Je suppose qu'ils lui accorderont la même attention qu'alors.

Le sénateur Olson: C'est bien.

LA DÉFENSE NATIONALE

LE NOUVEAU-BRUNSWICK—LES LICENCIEMENTS DE PERSONNEL CIVIL DES BASES DES FORCES CANADIENNES

L'honorable L. Norbert Thériault: Je me demande si le leader du gouvernement au Sénat peut m'éclairer et m'aider à répondre aux nombreuses questions qui me sont posées en fin de semaine quand je vais au Nouveau-Brunswick, par des gens dont le travail gravite depuis des années autour des bases militaires du Nouveau-Brunswick: celles de Chatham, de St. Margarets et de Gagetown.

Le leader du gouvernement au Sénat doit se souvenir qu'en 1984 le chef de son parti a parcouru le Nouveau-Brunswick en promettant d'accroître la présence militaire, le dispositif militaire, et d'augmenter ainsi le nombre d'emplois gravitant autour de ces établissements, tant au Nouveau-Brunswick que dans le reste des provinces de l'Atlantique.